

Une économie sans emploi et une démocratie sans citoyen ?

PIERRE HENRICHON, *Big Data : faut-il avoir peur de son nombre ?*, Montréal, Écosociété, 2020, 199 pages

Samuel Lamoureux

Volume 15, Number 1, Fall 2020

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/94522ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (print)

1929-5561 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Lamoureux, S. (2020). Review of [Une économie sans emploi et une démocratie sans citoyen ? / PIERRE HENRICHON, *Big Data : faut-il avoir peur de son nombre ?*, Montréal, Écosociété, 2020, 199 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 15(1), 13–14.



Une économie sans emploi et une démocratie sans citoyen?

Samuel Lamoureux

Candidat au doctorat en communication à l'UQAM

PIERRE HENRICHON

BIG DATA: FAUT-IL AVOIR PEUR DE SON NOMBRE?

Montréal, Écosociété, 2020,
199 pages

Qui n'a pas déjà eu cette curieuse impression de sentir une force ubiquitaire surveiller ses mouvements sur les réseaux sociaux, une force qui semble savoir où nous sommes, ce que nous voulons, consommons et même ce que nous pourrions devenir? C'est ce Léviathan nommé GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) que tente de démystifier Pierre Henrichon dans son essai *Big Data: faut-il avoir peur de son nombre?*, et surtout son modèle d'affaires basé sur la collecte, la massification, l'analyse et la vente de nos données personnelles.

Pour le traducteur, qui signe ici son premier livre, les plus grands problèmes de notre époque, qu'il énumère comme étant le déclin de l'espace politique, l'automatisation/déqualification générale du travail et la montée des inégalités, peuvent tous se regrouper autour de l'influence grandissante des géants américains du numérique sur le contrôle de nos vies. Mais pour comprendre cette omniprésence, celui-ci revient tout d'abord sur trois idéologies constitutives de ces entreprises qui se sont imposées à toutes les sphères de la société depuis le milieu du XX^e siècle: le (néo)libéralisme, la cybernétique et la quantification du social.

Le premier chapitre propose donc une analyse de l'idéologie du libéralisme décrit comme étant l'invention par les premiers penseurs libéraux (Smith, Locke, Bentham) de l'individu calculateur, séparé de la transcendance religieuse, qui trouve essentiellement sa liberté dans le fait d'effectuer des choix rationnels sur les différents marchés. «La vie est alors conçue comme un bien privé qu'il convient de valoriser» (p. 24). En tentant de vulgariser à l'extrême, l'auteur laisse toutefois de côté les nombreux débats contemporains sur la transition au capitalisme dans cette partie, transition qui ne dépend pas seulement de la pensée libérale, mais aussi de changements violents opérés dans les rapports sociaux (Wood, 2009).

Les deux chapitres suivants sur la cybernétique sont beaucoup plus clairs. L'auteur explique très bien que pour les cybernéticiens du milieu du XX^e siècle, comme Norbert Wiener, la société est composée

d'entités individuelles (humains, machines, animaux) qui traitent de l'information de manière rétroactive. L'information met en forme: plus une entité en reçoit, plus elle peut lutter contre l'entropie et adapter son comportement de manière optimale. Un des meilleurs mécanismes de transmission de l'information pour les néolibéraux est le marché financier: les individus réalisent leur liberté dans le décodage des prix en temps réel et ainsi adaptent leur consommation à leur guise.

Un des meilleurs mécanismes de transmission de l'information pour les néolibéraux est le marché financier: les individus réalisent leur liberté dans le décodage des prix en temps réel et ainsi adaptent leur consommation à leur guise.

Les réseaux sociaux, pour l'auteur, fonctionnent donc selon une logique cybernétique. L'idée est d'attirer le plus de public grâce à sa gratuité et, par la suite, de récolter, de traiter et de vendre les données personnelles des utilisateurs, le plus souvent à leur insu. À l'aide de ces *big data*, en français «mégadonnées», les gestionnaires de ces réseaux sociaux et leurs clients (agences de crédit, annonceurs, compagnies d'assurances, employeurs, partis politiques, services de police) pensent pouvoir prédire les besoins de leurs utilisateurs en leur fournissant, grâce à leur algorithme, une bonne publicité ciblée ou bien un divertissement adapté à leur goût. La délibération démocratique et l'adoption des lois n'ont plus aucun intérêt: l'idée est de déconnecter les individus des médiations citoyennes pour les brancher directement dans des réseaux sur le prix, le code ou le spectacle (Vioulac, 2018). C'est une logique de contrôle et de présent perpétuel. Comme le dit l'auteur:

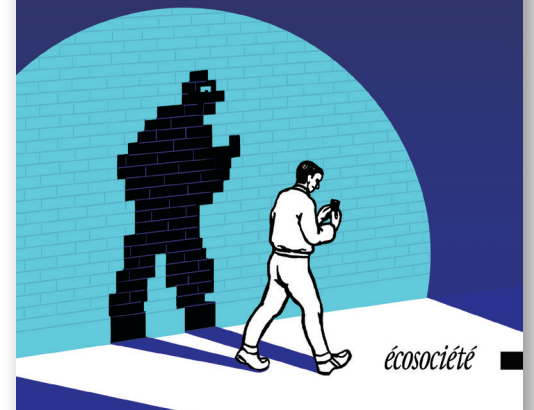
Le paradigme cybernétique exclut l'intériorité subjective, indivisible et autonome des humains [...] les désirs, pulsions, rêves, projets, utopies, fruits de l'imaginaire, perdent toute pertinence. L'humain est réduit à un complexe informationnel autorégulé en relation avec d'autres complexes informationnels (p. 34-35).

Dans les chapitres trois à six, Pierre Henrichon poursuit sa réflexion sur la quantification et l'automatisation produites par la logique cybernétique du *big data*, notamment sur l'emploi, la santé ou l'éducation. Appliquée sur un lieu de travail,

PIERRE HENRICHON

BIG DATA: FAUT-IL AVOIR PEUR DE SON NOMBRE?

Cybernétique, dataveillance et néolibéralisme: des armes contre la société



la quantification algorithmique consiste à surveiller en temps réel le rendement de ses employés grâce à des indicateurs de performance (le *benchmarking*¹). Ce phénomène, observé entre autres dans le milieu de la santé québécois depuis les réformes Barrette en 2014, épuise et déprime les travailleurs et les travailleuses qui se retrouvent déshumanisés face à des cadences ultra-productives et «des formalismes bureaucratiques de reddition de compte» (p. 69).

De manière plus large, le *big data* conduit vers une déqualification générale de l'emploi: la quantification du social consiste à mettre en compétition toutes les professions en formulant des palmarès idéologiques des meilleures pratiques, par exemple les meilleures écoles ou le meilleur taux d'attente dans les hôpitaux, ce qui dévalorise les compétences aux dépens des rendements chiffrés. «Les nombres comme outils de gouvernement contrôlent tant le travail passé, toujours quantifié et en examen, que le travail en cours, documenté en temps réel, et le travail futur, limite à des quantités à atteindre», écrit l'auteur (p. 105).

Étant donné que le capitalisme de plateforme est essentiellement une économie de propriété intellectuelle monopoliste (Srnicek, 2018), un autre grand problème est la stagnation économique. Les GAFAM accumulent du capital de manière exponentielle sans le redistribuer en salaire (leurs tâches sont de plus en plus robotisées) ni en impôt (l'évasion fiscale est monnaie courante). S'ensuit une montée des inégalités où une grande partie des travailleurs et des

1 Série de mesures qui visent à comparer son entreprise avec les pratiques des concurrents pour changer ses objectifs et ses méthodes et ainsi devenir plus productif.



BIG DATA

suite de la page 13

travailleuses doivent se requalifier dans du travail à la pièce qui n'est plus couvert par la sécurité sociale, par exemple chauffeur chez Uber ou traducteur à 2 \$ de l'heure pour Amazon Mechanical Turk, la marchandisation de l'éducation n'aidant en rien l'émancipation de ces exclus.

Le dernier chapitre porte sur la résistance. L'auteur envisage essentiellement deux voies : la protection des données ou la récupération collective de celles-ci. La protection des données consiste dans la formulation de lois pour protéger la vie privée des citoyens. On peut penser à la limitation des usages des données ou encore à la minimisation des durées de conservation, ce qu'on appelle « le droit à l'oubli ». L'autre volet plus radical est la réappropriation ou la socialisation de nos données personnelles qui pourraient devenir « la propriété d'une entité publique » (p. 180). C'est sans compter les multiples autres micro-luttes à mener notamment du côté du droit à la ville (contre la reconnaissance faciale ou la numérisation des services publics), de l'ubérisation du travail (réforme des lois du travail pour favoriser la protection des travailleurs de plateformes, taxe sur l'automatisation, revenu universel) ou sur la quantification généralisée (« refuser l'irréfutable proclamée du quantitatif pour y opposer la robustesse de l'expérience concrète » [p. 190]).

Au final, le livre *Big Data: faut-il avoir peur de son nombre ?* est une très bonne introduction aux crises créées par l'omniprésence du capitaliste de plateforme et de mégadonnées dans nos sociétés. Dans le contexte québécois, il est de plus en plus clair que le modèle d'affaire des GAFAM est responsable du déclin des médias traditionnels et plus largement de la sphère publique qui leur est

La délibération démocratique et l'adoption des lois n'ont plus aucun intérêt : l'idée est de déconnecter les individus des médiations citoyennes pour les brancher directement dans des réseaux sur le prix, le code ou le spectacle (Vioulac, 2018).

associée (Roy, 2020). Il est donc de notre devoir de s'opposer au projet de société proposée par les multinationales du numérique qui n'est rien de moins qu'un projet de « dissociété » (p. 12) : celui d'une société post-politique qui nous enferme dans des réseaux privés et qui, comme le dit Maxime Ouellet, promet une « économie sans emploi et une démocratie sans citoyen » (Ouellet, 2018).

BIBLIOGRAPHIE

Ouellet, Maxime. « Big Data, intelligence artificielle et automatisation sociale : Vers une économie sans emploi et une démocratie sans citoyen ? » [Chapitre de livre] Dans A. Mondoux et M. Ménard (dir.), *Big Data et société* (p. 53-82). Québec, Presses de l'Université du Québec, 2018.

Roy, Jean-Hugues. « Facebook s'enrichit grâce aux médias canadiens, mais donne peu en retour », *The Conversation*, 15 septembre 2020. Récupéré de <https://theconversation.com/facebook-senrichit-grace-aux-medias-canadiens-mais-donne-peu-en-retour-145497>

Srniczek, Nick. *Capitalisme de plateforme, L'hégémonie de l'économie numérique*. Montréal, Lux, 2018, 162 p.

Vioulac, Jean. *Approche de la criticité : philosophie, capitalisme, technologie*. Paris, puf, 2018, 504 p.

Wood, Ellen M. *L'origine du capitalisme : une étude approfondie*. Montréal, Lux, 2009, 328 p.



OCTOBRES

Le monde de l'édition et des médias en général est en pleine effervescence à l'occasion du 50^e anniversaire de la crise d'Octobre de 1970. Octobre, c'est aussi le référendum volé d'il y a 25 ans. La revue *L'Action nationale* propose un numéro qui fait le lien entre ces deux événements, ces deux épisodes de la guerre que mène le gouvernement canadien contre le Québec.



OCTOBRES

Octobre 70, cinquante ans plus tard • Denis Monière • *Entre Pierre Laporte et Pierre Trudeau* • Guy Bouthillier • *Mesures de guerre et survie de Pierre Laporte* • Marc Laurendeau • *La crise d'octobre et la théologie de la libération* • Yves Vaillancourt • *Le Québec et les révolutions de 68* • Ivan Carel • *Octobre 70 vécu par la coalition dominante et par la société civile* • Bernard Dagenais • *Une dérive* • Robert Comeau • *Les violations massives des droits et des libertés des Québécois et des Québécoises* • Daniel Turp • *La grande alliance René Lévesque-Claude Ryan* • Guy Lachapelle • *Fernand Dumont et la crise d'Octobre* • Serge Cantin • *L'idéal de l'indépendance du Québec, du FLQ au PQ* • Louis Fournier • *La commission Keable* • Louis Gill • *Octobre de Pierre Falardeau ou le choix de la responsabilité* • Céline Philippe • *Le vol de 1995* • Norman Delisle • *Épisodes d'une guerre civile* • Robin Philpot • *La véritable défaite de 1995* • Gilbert Paquette • *D'un référendum à l'autre et la suite* • André Véronneau • *Des indépendantistes qui ne voient que les arbres qui cachent la forêt !* • Renaud Lapierre • *Chronique du référendum de 1995. Les six dernières semaines* • Jean Chartier

Un numéro de 224 pages qu'on peut se procurer à la boutique de L'Action nationale actionnationale.quebec